

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (*)

13 NOVEMBRE 1996

PROJET DE LOI

**modifiant la loi du 19 juillet 1991
organisant la profession
de détective privé**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE
L'INTERIEUR, DES AFFAIRES GENERALES
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE (1)

PAR M. VANPOUCKE

(1) Composition de la commission :

Président : M. Janssens (Ch.).

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Breyne, Brouns, De
Crem, Vanpoucke.
P.S. MM. Canon, Dufour, Jans-
sens (Ch.).
V.L.D. MM. Cortois, Smets, Mme
Vanden Poel-Welkenhuy-
sen.
S.P. MM. Roose, Van Gheluwe.
P.R.L. MM. D'hondt (D.), Moer-
man.
F.D.F.
P.S.C. M. Detremmerie.
Vl. M. De Man.
Blok
Agalev/M. Viseur (J.-P.).
Écolo

B. — Suppléants :

MM. Cauwenberghs, Tant, Van-
deurzen, Van Eetvelt, Van Parys.
MM. Demotte, Meureau, Minne,
Toussaint.
MM. Dewael, Eeman, Huts, Tael-
man.
Mme Croes-Lieten, MM. Delathou-
wer, Janssens (R.).
MM. Barzin, de Donnée, Mme Her-
zet.
MM. Fournaux, Lespagnard.
MM. Huysentruyt, Lowie.
MM. Tavernier, Wauters.

C. — Membres sans voix délibérative :

V.U. M. Van Hoorebeke.
Indép. Mme Bastien.

Voir :

- 557 - 95 / 96 :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 et 3 : Amendements.

Voir également :

- N° 5 : Texte adopté par la commission.

(*) Troisième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996-1997 (*)

13 NOVEMBER 1996

WETSONTWERP

**tot wijziging van de wet van
19 juli 1991 tot regeling van het beroep
van privé-detective**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE ALGEMENE
ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER VANPOUCKE

(1) Samenstelling van de commissie :

Voorzitter : de heer Janssens (Ch.).

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Breyne, Brouns, De
Crem, Vanpoucke.
P.S. HH. Canon, Dufour, Jans-
sens (Ch.).
V.L.D. HH. Cortois, Smets, Mevr.
Vanden Poel-Welkenhuy-
sen.
S.P. HH. Roose, Van Gheluwe.
P.R.L. HH. D'hondt (D.), Moer-
man.
F.D.F.
P.S.C. H. Detremmerie.
Vl. H. De Man.
Blok
Agalev/H. Viseur (J.-P.).
Écolo

B. — Plaatsvervangers :

HH. Cauwenberghs, Tant, Van-
deurzen, Van Eetvelt, Van Parys.
HH. Demotte, Meureau, Minne,
Toussaint.
HH. Dewael, Eeman, Huts, Tael-
man.
Mevr. Croes-Lieten, HH. Delathou-
wer, Janssens (R.).
HH. Barzin, de Donnée, Mevr. Her-
zet.
HH. Fournaux, Lespagnard.
HH. Huysentruyt, Lowie.
HH. Tavernier, Wauters.

C. — Niet-stemgerechtigde leden :

V.U. H. Van Hoorebeke.
Onafh. Mevr. Bastien.

Zie :

- 557 - 95 / 96 :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N° 2 en 3 : Amendementen.

Zie ook :

- N° 5 : Tekst aangenomen door de commissie.

(*) Derde zitting van de 49^e zittingsperiode.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné ce projet de loi au cours de ses réunions des 22 mai, 19 juin et 23 octobre 1996.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DE L'INTERIEUR

Le projet de loi soumis à l'approbation du Parlement a pour objet d'adapter la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé. Il tient compte, dans une large mesure, de l'avis émis par le Conseil d'Etat.

Il s'impose de modifier la loi précitée du 19 juillet 1991 et ce, pour plusieurs raisons.

Après quelques années d'expérience, il s'est en effet avéré que le texte actuel pose certains problèmes d'interprétation ou d'exécution.

Les principales modifications qui y ont été apportées sont commentées succinctement ci-après. Pour les autres, on se reportera à l'exposé des motifs (Doc. n° 557/1, pp. 1 à 9).

1. L'article 3 de la loi, qui fixe les conditions d'accès à la profession, est remplacé par une disposition visant à la fois les détectives privés établis en Belgique et les détectives privés établis à l'étranger mais désirant exercer leur profession en Belgique.

Les détectives privés non établis en Belgique mais désireux d'y exercer des activités telles que décrites dans la loi devront également demander une autorisation. Ces détectives devront choisir un lieu d'établissement fictif auprès d'un détective privé établi en Belgique, qui leur servira de garant.

L'objection soulevée par le Conseil d'Etat quant à l'inégalité que pourrait entraîner cette disposition ne peut être retenue.

Il est clair en effet qu'à défaut de lieu d'établissement en Belgique, les détectives échapperaient à tout contrôle effectif s'ils ne disposaient pas au moins d'un point de contact obligé en Belgique.

Cette absence de contrôle réel entraînerait donc *a contrario* une inégalité inacceptable et préjudiciable aux détectives ayant choisi un lieu d'établissement en Belgique.

Enfin, l'accès à la profession est réservé aux ressortissants des Etats membres de l'Union européenne, étant donné que la vérification des conditions de moralité, d'incompatibilité ou d'interdiction peut se faire avec fiabilité dans ces Etats, ce qui est loin d'être le cas pour les Etats non membres.

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft onderhavig wetsontwerp onderzocht tijdens haar vergaderingen van 22 mei, 19 juni en 23 oktober 1996.

I. — INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN

Het wetsontwerp dat ter goedkeuring aan het Parlement wordt voorgelegd, heeft tot doel de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective aan te passen. Er werd grotendeels rekening gehouden met het door de Raad van State uitgebrachte advies.

Een wijziging van voornoemde wet van 19 juli 1991 dringt zich op omwille van meerdere redenen.

Na enkele jaren ervaring is immers gebleken dat de huidige tekst bepaalde interpretatie- en uitvoeringsproblemen stelt.

Hierna worden de voornaamste wijzigingen kort toegelicht en kan voor de andere naar de memorie van toelichting (Stuk n° 557/1, blz. 1 tot 9) worden verwezen.

1. Artikel 3 van de wet, dat de voorwaarden bepaalt om vergund te worden, wordt vervangen door een bepaling die tegelijkertijd de privé-detectives met een vestigingsplaats in België én de privé-detectives met een vestigingsplaats in het buitenland maar die hun beroep in België wensen uit te oefenen, viseert.

De privé-detectives, die geen vestigingsplaats in België hebben, maar die er hun activiteiten, zoals omschreven in de wet, wensen uit te oefenen, moeten eveneens een vergunning aanvragen. Deze detectives moeten een fictieve vestigingsplaats kiezen bij een in België gevestigde privé-detective, die voor hen garant staat.

Het bezwaar dat opgeworpen werd door de Raad van State betreffende de ongelijkheid waartoe deze bepaling zou kunnen leiden, kan niet weerhouden worden.

Het is immers duidelijk dat, bij gebrek aan vestigingsplaats in België, de detectives aan elke controle ontsnappen, indien zij niet tenminste over een verplicht contactpunt in België beschikken.

Het ontbreken van een reële controle zou bijgevolg een onaanvaardbare en schadelijke ongelijkheid teweegbrengen jegens de detectives die een vestigingsplaats in België gekozen hebben.

Ten slotte wordt de toegang tot het beroep beperkt tot onderdanen van een lidstaat van de Europese Unie, omdat de controle op de voorwaarden inzake moraliteit, onverenigbaarheid of verbod in vertrouwen kan gebeuren in die lidstaten, wat zeker niet altijd het geval is voor niet-Lidstaten.

Or, ces conditions sont essentielles dans une profession où les atteintes à la vie privée sont monnaie courante.

Les objections du Conseil d'Etat concernant l'obligation faite initialement aux détectives, visés au § 2, d'être également autorisés dans le pays où ils sont réellement établis, ont été retenues.

En outre, le projet tient compte des dispositions du droit européen relatives aux conditions exigées pour obtenir l'autorisation d'exercer la profession de détective privé.

C'est ainsi qu'il est prévu de dispenser de la formation requise par la loi, la personne qui a bénéficié d'une formation équivalente et ce, conformément à l'article 57 du traité de Rome.

2. La modification apportée à l'alinéa 3 de l'article 17 a pour but de permettre aux fonctionnaires et agents spécifiquement chargés de veiller à l'application de la loi et de ses arrêtés d'exécution d'avoir accès à l'agence du détective.

Ces personnes ne sont pas officiers de police judiciaire et, contrairement aux officiers de police et de gendarmerie, ne peuvent accéder à l'agence du détective que si celui-ci leur en donne l'autorisation expresse. Même dans ce cas, elles n'ont pas accès aux pièces nécessaires au contrôle.

La situation actuelle est absurde dans la mesure où ces personnes sont les seules qui disposent de l'expertise nécessaire pour prendre connaissance desdits documents et déceler les infractions à la loi, sans avoir toutefois compétence légale pour ce faire, alors que les membres des services de police ne sont pas experts en la matière et ne considèrent pas ce type de contrôle comme prioritaire. Il en résulte une absence quasi totale de contrôle dans les agences de détective.

Certains abus auxquels la presse a d'ailleurs fait écho montrent qu'un contrôle effectif s'impose.

Afin de répondre à cette nécessité, le projet confère aux fonctionnaires chargés par le Roi du contrôle précité l'accès à l'agence et aux documents nécessaires, de la même manière dans les mêmes conditions et avec les mêmes garanties que celles qui s'appliquent aux membres de la police, sans conférer toutefois à ces personnes la compétence d'officier de police judiciaire. Cette mesure est analogue à ce qui se pratique dans d'autres types d'inspections, telles que l'inspection du travail, mais avec des garanties supplémentaires, décrites en détail.

Dans un souci de rencontrer les observations du Conseil d'Etat sur le principe de la séparation des pouvoirs, le système de mandat a été abandonné.

En outre, afin de préserver les droits des intéressés en ce qui concerne l'accès au domicile et la protec-

Deze voorwaarden zijn immers essentieel in een beroep waar inbreuken op het privé-leven schering en inslag zijn.

De bezwaren van de Raad van State tegen de aanvankelijk aan de privé-detectives, bedoeld in § 2, opgelegde verplichting om eveneens vergund te zijn in het land waar zij werkelijk gevestigd zijn, werden wel weerhouden.

Bovendien houdt het ontwerp rekening met de bepalingen van het Europees recht met betrekking tot de voorwaarden vereist om een vergunning tot uitoefening van het beroep van privé-detective te bekomen.

Zo wordt bepaald dat de persoon die een gelijkwaardige opleiding heeft genoten, vrijgesteld wordt van de door de wet vereiste opleiding en dit overeenkomstig artikel 57 van het Verdrag van Rome.

2. De wijziging, aangebracht in het derde lid van artikel 17, heeft tot doel de ambtenaren en agenten, specifiek belast met het toezicht op de toepassing van de wet en haar uitvoeringsbesluiten, toegang te verlenen tot het agentschap van de detective.

Deze personen zijn geen officieren van gerechtelijke politie en mogen zich, in tegenstelling tot de officieren van de politie en de rijkswacht, geen toegang verschaffen tot het agentschap van de detective, tenzij deze hen de uitdrukkelijke toestemming hiertoe geeft. Zelfs in dit geval hebben zij geen toegang tot de voor de controle noodzakelijke stukken.

Deze huidige situatie is absurd in die zin dat deze personen de enigen zijn die de noodzakelijke deskundigheid bezitten om kennis te nemen van de genoemde documenten en om de inbreuken op de wet aan het licht te brengen, zonder evenwel de wettelijke bevoegdheid te hebben om dit te doen, terwijl de leden van de politiediensten geen deskundigen zijn in de materie en zij dit type van controle niet als prioritair beschouwen. Hieruit volgt een quasi algehele afwezigheid van controle in de detectiveagentschappen.

Bepaalde misbruiken, waaraan de pers trouwens gehoor heeft gegeven, tonen echter aan dat een effectieve controle zich opdringt.

Om hieraan tegemoet te komen, wordt in het ontwerp aan de door de Koning met voornoemde controle belaste ambtenaren de toegang tot het agentschap en tot de noodzakelijke documenten toegekend, op dezelfde wijze en mits dezelfde voorwaarden en waarborgen als deze opgelegd aan de leden van de politie, zonder evenwel aan deze personen de genoemde bevoegdheid van officier van gerechtelijke politie toe te kennen. Deze maatregel is analoog aan degene die aangewend wordt in andere types van inspectie, zoals de arbeidsinspectie, maar met bijkomende uitvoerig omschreven waarborgen.

Om tegemoet te komen aan de opmerkingen van de Raad van State met betrekking tot de scheiding der machten, wordt afgestapt van het mandaatsysteem.

Om de rechten van de betrokkenen inzake toegang tot de woning en inzake privacy te vrijwaren, voor-

tion de la vie privée, la loi en projet prévoit un recours obligatoire au juge de police dans certaines circonstances.

Il n'en demeure pas moins que l'accès à l'agence doit être maintenu.

Il est évident que le législateur a l'intention d'instaurer un contrôle effectif et systématique des détectives privés, de leurs méthodes de travail et du respect des conditions légales d'exercice de leur profession.

Ce contrôle ne doit pas être effectué uniquement à la suite d'une plainte ou d'un flagrant délit, mais il doit également pouvoir être exercé régulièrement de façon systématique et approfondie.

C'est d'ailleurs dans cette perspective qu'une cellule d'inspection spéciale a été créée au sein du ministère de l'Intérieur. Quel que soit le mode de saisine de l'administration, un contrôle sur plainte ou un contrôle approfondi ne sont possibles que moyennant un accès à l'agence du détective et aux documents nécessaires.

Le gouvernement ne dispose d'aucun moyen moins contraignant qui permette d'atteindre le même but, dont la légitimité ne peut être contestée puisque l'objectif déclaré de la loi est d'assainir la profession, entre autres par un contrôle strict spécialement instauré à cet effet.

Cet assainissement est motivé par le fait que, plus que toute autre, la profession de détective privé touche de près à l'ordre public et à la sûreté publique et que le risque existe qu'il y soit porté atteinte à défaut de contrôle sérieux.

Contrairement à ce qu'affirme le Conseil d'Etat, la saisie de certains documents sera motivée par des objectifs clairement définis, puisque la loi précise que la saisie ne peut porter que sur des documents permettant d'établir une infraction à la loi.

3. Enfin, une dernière modification importante concerne l'article 22 actuel, qui prévoit, à titre transitoire, que le détective privé qui exerçait déjà ses activités professionnelles le 15 avril 1991 est exempté de la condition de formation et n'est pas soumis à l'interdiction de passage.

Cette disposition a été déclarée inconstitutionnelle par la Cour d'arbitrage, pour le motif qu'elle rompt le principe de l'égalité des citoyens.

En effet, le critère pour l'octroi du bénéfice des mesures transitoires aux termes de la loi est une inscription à titre individuel au registre de commerce à la date du 15 avril 1991. Ce critère établit une discrimination entre les personnes qui gèrent une entreprise individuelle mais sont inscrites au registre de commerce comme société, et les personnes travaillant comme salariés et ne devant de ce fait pas être inscrites au registre de commerce.

Afin de répondre à ces objections, le texte de l'article 22 est adapté. De ce fait, quiconque exerçait la profession de détective au 15 avril 1991 et peut en apporter la preuve par tous les moyens de preuve

ziet het ontwerp in bepaalde omstandigheden in een verplicht beroep op de politierechtbank.

Nochtans moet de toegang tot het agentschap behouden blijven.

Het is duidelijk dat het de wil van de wetgever is een effectieve en systematische controle in te stellen op de privé-detectives, hun werkmethoden en de naleving van de wettelijke uitoefeningsvoorwaarden.

Deze controle moet niet enkel naar aanleiding van een klacht of in geval van betrapting op heterdaad uitgeoefend worden, maar moet ook regelmatig op systematische en grondige wijze kunnen gebeuren.

Dit was trouwens het oogmerk van de instelling van een bijzondere inspectiecel in de schoot van het Ministerie van Binnenlandse Zaken. Wat ook de wijze mag zijn waarop de administratie gevat wordt, een controle naar aanleiding van een klacht of een grondige controle is enkel mogelijk mits toegang tot het detectiveagentschap en tot de noodzakelijke documenten.

De regering beschikt over geen enkel minder dwingend middel dat toelaat te komen tot hetzelfde doel, waarvan de legitimiteit niet kan betwist worden; het duidelijke doel van de wet is immers het beroep te saneren, onder meer door een met dat oogmerk ingestelde strikte controle.

Deze sanering wordt gemotiveerd door het feit dat het beroep van privé-detective, meer dan alle andere, nauw raakt aan de openbare orde en de openbare veiligheid. Hieraan dreigt afbreuk gedaan te worden bij gebrek aan ernstige controle.

In tegenstelling tot wat de Raad van State stelt, zal de inbeslagname van sommige stukken gebeuren met duidelijk bepaalde doeleinden, vermits de wet preciseert dat het enkel gaat om stukken die toelaten vast te stellen dat de wet niet werd nageleefd.

3. Laatste belangrijke wijziging betreft ten slotte het huidige artikel 22 dat, bij wijze van overgangsmaatregel, een vrijstelling met betrekking tot de opleidingsvereiste en het overstapverbod voorziet voor de privé-detective die op 15 april 1991 reeds zijn beroepswerkzaamheden uitoefende.

Deze regeling werd door het Arbitragehof ongrondwettelijk verklaard omdat het het beginsel van de gelijkheid tussen alle burgers schendt.

Het criterium om het voordeel van de overgangsmaatregelen toe te staan, is immers de inschrijving in het handelsregister, ten individuele titel, op datum van 15 april 1991. Dit discrimineert de personen die een individuele onderneming leiden, maar als vennootschap ingeschreven zijn in het handelsregister, en de personen die in loonverband werken en bijgevolg geen inschrijving in het handelsregister moeten hebben.

Om tegemoet te komen aan deze bezwaren, wordt de tekst van artikel 22 aangepast. Bijgevolg is eenieder die het beroep van privé-detective uitoefende op 15 april 1991 en waarvan het bewijs kan worden

écrits n'est soumis ni aux conditions de formation ni à l'interdiction de passage. La seule forme de preuve totalement écartée est l'attestation, le risque de certificats de complaisance ne pouvant être exclu.

Il est clair que la véracité des documents produits et leur caractère probant sera vérifié par le ministre de l'Intérieur, qui écartera les documents qui ne prouvent pas un exercice habituel de la profession à titre personnel. Des exemples de moyens de preuve acceptables sont des factures acquittées, des documents officiels de la TVA, de la sécurité sociale, un contrat de travail en bonne et due forme, des contrats avec les clients,

En effet, l'exemption de la condition de formation implique que l'intéressé fasse la preuve qu'il possédait une certaine expérience professionnelle au 15 avril 1991.

II. — DISCUSSION GENERALE

A. Remarques des membres

M. Roose juge utile d'examiner succinctement quels ont d'ores et déjà été les effets de la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé.

On a en effet choisi, voilà cinq ans, de soumettre la profession de détective privé à des règles très spécifiques et très restrictives, et ce certainement pas en vue de favoriser la poursuite de la multiplication du nombre de détectives ou de leur accorder des facilités particulières.

Une donnée importante du débat résidait dans le fait que l'on considérait que la profession ne pouvait être accessible qu'à des personnes fiables ayant suivi une formation adéquate.

Les autres lignes de force de la loi étaient les suivantes :

- la protection de la vie privée des citoyens par l'instauration de conditions d'exercice spécifiques;

- la protection du client contre toute pratique malhonnête de la part du détective;

- l'élaboration d'un système de contrôle et de sanctions digne de ce nom.

Quelle est la situation à l'heure actuelle ? Il ressort du dernier rapport d'activités de la police générale du Royaume que fin 1994, quelque 74 détectives privés ont été autorisés, ce qui représente un tiers du nombre de demandes. Il ressort de ces chiffres qu'on a procédé dans un premier temps à un assainissement en profondeur du secteur.

Mais le grand nombre de refus provoque par ailleurs un accroissement du nombre de recours qui sont introduits auprès du Conseil d'Etat en vue de faire suspendre et annuler les décisions du ministre.

geleverd door alle schriftelijke bewijsmiddelen, vrijgesteld van de opleidingsvoorwaarden en het overstapverbod. De enige bewijsvorm die totaal uitgesloten wordt, is het getuigenis, daar het risico van ten onrechte gegeven certificaten niet kan worden uitgesloten.

Het is duidelijk dat de waarachtigheid van de voorgelegde documenten en hun bewijswaarde zal worden nagegaan door de Minister van Binnenlandse Zaken, die de documenten die geen gebruikelijke uitoefening ten persoonlijke titel van het beroep bewijzen, zal uitsluiten. Voorbeelden van aanvaardbare bewijsmiddelen zijn kwijtingsfacturen, officiële documenten van de BTW, de sociale zekerheid, een naar de geldende normen opgestelde arbeidsovereenkomst, overeenkomsten met cliënten,

De vrijstelling van de opleidingsvoorwaarde veronderstelt, in hoofde van betrokkene, het bewijs van een zekere beroepservaring op 15 april 1991.

II. — ALGEMENE BESPREKING

A. Opmerkingen van de leden

De heer Roose acht het aangewezen even stil te staan bij de vraag welke effecten de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective reeds heeft teweeggebracht.

Vijf jaar geleden werd er inderdaad voor geopteerd om het beroep van privé-detective te onderwerpen aan een zeer specifieke en beperkende regeling. En dit alvast niet met de bedoeling om de verdere uitbreiding van het aantal detectives in de hand te werken of hen bijzondere faciliteiten te verlenen.

Een belangrijk element in de discussie was het uitgangspunt dat het beroep enkel toegankelijk kon zijn voor betrouwbare figuren met een gepaste opleiding.

Andere krachtlijnen van de wet betroffen :

- de bescherming van het privé-leven van de burger door het opleggen van specifieke uitoefeningsvoorwaarden;

- de bescherming van de opdrachtgever tegen oneerlijke praktijken van de detective;

- de uitwerking van een degelijk controle- en sanctiesysteem.

Hoeveel staan we nu ? Uit het laatste activiteitenverslag van de Algemene Rijkspolitie blijkt dat eind 1994 een 74-tal privé-detectives vergund werden, dit is met andere woorden één derde van het aantal aanvragen. Uit deze cijfers blijkt dat in een eerste fase een grondige sanering in de sector werd doorgevoerd.

Maar anderzijds leidt het grote aantal weigeringen tot een toename van het aantal zaken die bij de Raad van State worden ingeleid om de beslissingen van de minister te schorsen en te vernietigen.

Cela a déjà eu pour conséquence que par suite de l'arrêt de la Cour d'arbitrage, l'article 22 a été considéré comme anticonstitutionnel, étant donné qu'il ne respectait pas le principe d'égalité. C'était d'ailleurs là une première incitation à modifier la loi actuelle.

Par ailleurs ont surgi une série de problèmes d'interprétation et de mise en œuvre, que le ministre a d'ailleurs déjà évoqués dans son exposé introductif.

M. Roose souhaite poser à cet égard quelques questions et formuler une série de remarques ou de suggestions.

Lors du vote de cette loi, le législateur a plaidé pour que l'on instaure un système de contrôle et de répression efficace. Il ressort tant du rapport de la police générale du Royaume que de l'exposé des motifs que les fonctionnaires compétents disposent d'une liberté de manœuvre suffisante pour garantir l'efficacité des contrôles. Le projet de loi à l'examen crée dès lors davantage d'instruments légaux permettant de remédier à ce problème, à savoir le droit d'accéder aux locaux, de consulter tous les documents et de saisir ceux-ci.

En 1994, 16 contrôles ont été effectués sur la base d'annonces concernant l'activité de détective privé parues dans divers journaux publicitaires. Quelle est la fréquence actuelle des contrôles, en d'autres termes, quelles sont les chances pour qu'un détective privé autorisé ou non reçoive la visite d'un fonctionnaire compétent ?

Outre l'établissement d'un procès-verbal pour exercice illégal d'activités, le traitement judiciaire de ce procès-verbal revêt évidemment une importance. L'administration compétente a-t-elle pris contact avec le Collège des procureurs généraux afin de conclure un accord de coopération concernant les modalités à respecter pour finaliser un tel procès-verbal ?

On a par ailleurs dû constater que de nombreuses contestations ont trait à la motivation des décisions ministérielle de refus. A cet égard, on fait assez fréquemment référence à l'impossibilité dans laquelle le ministre se trouve actuellement de juger de la gravité de certains faits.

Selon l'intervenant, ces contestations peuvent se résumer à la distinction qu'il y a entre les motifs qui étaient une décision judiciaire, d'une part, et les faits invoqués qui peuvent être considérés comme un empêchement grave d'ordre déontologique à exercer la profession de détective privé, d'autre part.

Le ministre partage-t-il cette opinion ou y a-t-il d'autres motifs qui étaient les nombreux arrêts d'annulation ?

Enfin, M. Roose attire encore l'attention sur un certain nombre d'imperfections que comporte le projet de loi à l'examen.

C'est ainsi que, selon lui, un certain nombre d'articles modifiés ne tiennent pas encore assez compte de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de

Dit heeft er reeds toe geleid dat het artikel 22 van de wet ten gevolge van het arrest van het Arbitragehof als ongrondwettelijk werd beschouwd, omdat het gelijkheidsbeginsel niet werd gerespecteerd. Dit was overigens een eerste aanzet tot wijziging van de huidige wet.

Daarnaast zijn nog een aantal interpretatie- en uitvoeringsproblemen gerezen, waarnaar de minister in zijn inleidende uiteenzetting trouwens reeds heeft verwezen.

De heer Roose wenst aansluitend enkele vragen te stellen en een aantal opmerkingen of suggesties te formuleren.

De wetgever heeft bij de goedkeuring van deze wet gepleit voor een degelijk controle- en sanctiesysteem. Zowel uit het verslag van de Algemene Rijkspolitie als uit de memorie van toelichting blijkt dat de bevoegde ambtenaren over onvoldoende armslag beschikken om een degelijke controle te waarborgen. Het wetsontwerp voorziet dan ook meer wettelijke instrumenten om dit te verhelpen, met name het recht van toegang tot de lokalen, inzage in alle documenten en de beslagname van de stukken.

In 1994 werden 16 controles uitgevoerd op basis van vermeldingen van activiteiten van privé-detective in allerlei publiciteitsbladen. Welke is de huidige frequentie van de controles, met andere woorden, welke is de kans dat de al dan niet vergunde privé-detective een bevoegde ambtenaar over de vloer krijgt ?

Naast het opstellen van een proces-verbaal wegens de onwettige uitoefening van activiteiten, is natuurlijk de gerechtelijke verwerking van dit proces-verbaal van belang. Werd door de bevoegde administratie contact opgenomen met het College van procureurs-generaal voor een samenwerkingsakkoord rond de modaliteiten bij de afwerking van een dergelijk proces-verbaal ?

Daarenboven heeft men dienen vast te stellen dat nogal wat geschillen rijzen over de motivering van de ministeriële weigeringsbesluiten. In dit verband verwijst men nogal eens naar de huidige onmogelijkheid van de minister om te oordelen over de zwaarwichtigheid van bepaalde feiten.

Volgens spreker kunnen deze geschillen teruggebracht worden tot het onderscheid dat bestaat tussen de motieven die een gerechtelijke beslissing schragen, enerzijds, en de aangehaalde feiten die kunnen gecatalogeerd worden als een ernstige deontologische belemmering voor het uitoefenen van het beroep van privé-detective, anderzijds.

Kan de minister deze mening delen of zijn er andere redenen die het hoge aantal vernietigingsarresten staven ?

Ten slotte vestigt de heer Roose de aandacht op een aantal onvolkomenheden van het voorliggende wetsontwerp.

Zo houden een aantal gewijzigde artikelen zijn inziens nog onvoldoende rekening met de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de

la vie privée. On pourra se reporter à cet égard aux articles relatifs aux conditions d'exercice de la profession de détective privé et aux dispositions pénales.

On modifie en outre à juste titre la relation détective privé/employeur et la relation détective/client. La disposition prévoyant l'obligation pour le détective et son client de conclure un contrat pour chaque mission, est en effet exagérée.

Par ailleurs, le projet à l'examen ne traite plus de l'obligation de rédiger un rapport et de tenir des archives au sujet des missions, ce qui serait beaucoup plus raisonnable. Les rapports et archives pourraient en effet constituer des documents intéressants pour l'exercice d'une mission de contrôle *a posteriori*.

*
* *

Au nom du groupe CVP, *votre rapporteur* marque son accord sur les grandes lignes du projet à l'examen.

Il souhaite toutefois formuler trois observations :

1) Pourquoi ne peut-on pas élaborer un statut distinct pour les détectives privés qui travaillent en qualité d'indépendants et les détectives privés salariés ? Cette dernière catégorie appartient souvent au secteur des assurances.

On ne peut toutefois pas nier que la nature des activités exercées dans ce secteur est souvent très différente de celles qui sont exercées par les détectives privés indépendants.

A quels travailleurs du secteur des assurances s'applique du reste la notion de détective privé ?

2) En ce qui concerne l'accès à la profession, il faut préconiser l'évaluation de la formation en fonction de sa valeur.

Ne s'indiquerait-il pas d'organiser un examen avant d'accorder l'autorisation ?

3) Enfin, le projet à l'examen ne contient pas de dispositions spécifiques concernant la collecte d'informations privées sensibles (par exemple d'informations relatives à la santé d'une personne).

Ne pourrait-on se pencher un peu plus sur cette question ?

Ne pourrait-on, par exemple, prévoir une exception à l'article 7, alinéa 3, de la loi en faveur des compagnies d'assurances qui — dans le cadre de la conclusion d'un contrat d'assurance-vie — désirent simplement s'informer auprès de tiers pour savoir si certains *faits* se sont produits dans le passé ? Les assureurs désirent savoir, par exemple, si le preneur d'assurance a déjà été victime d'un accident ?

*
* *

persoonlijke levenssfeer. In dit verband kan men verwijzen naar de artikelen met betrekking tot de uitoefeningsvoorwaarden van het beroep van privé-detective en de strafbepalingen.

Daarnaast wordt terecht het systeem van de relatie privé-detective / werknemer en privé-detective / opdrachtgever gewijzigd. De bepaling dat tussen de privé-detective en de opdrachtgever voor elke opdracht een overeenkomst moet worden opgemaakt, is inderdaad overdreven.

Van de andere kant heeft het ontwerp het evenmin over een verslaggevings- en archiveringsplicht inzake de opdrachten, hetgeen veel zinniger is. Beide elementen kunnen immers interessante documenten zijn voor een controle-opdracht *a posteriori*.

*
* *

Namens de CVP-fractie betuigt *uw rapporteur* zijn instemming met de grote lijnen van dit wetsontwerp.

Wel wenst hij een drietal vragen en opmerkingen te formuleren :

1) Waarom kan men geen onderscheiden statuut uitwerken voor privé-detectives die op zelfstandige basis werken, enerzijds, en privé-detectives die in loonverband werken, anderzijds ? Deze laatste categorie treft men meermaals aan in bijvoorbeeld de verzekeringssector.

Men kan toch niet ontkennen dat de aard van de uitgeoefende activiteiten in die sector vaak erg verschillend is van deze die worden uitgeoefend door zelfstandige privé-detectives.

Op welke werknemers uit de verzekeringssector is het begrip privé-detective trouwens van toepassing ?

2) Wat de toelating tot het beroep betreft, mag men ervoor pleiten om de opleiding naar waarde te schatten.

Zou het niet aangewezen zijn om, voorafgaandelijk aan de toekenning van de vergunning, een examen in te richten ?

3) Tenslotte voorziet onderhavig ontwerp niets specifiek nopens het inwinnen van privé-gevoelige informatie (bijvoorbeeld inlichtingen over de gezondheidstoestand van een persoon).

Zou men daar niet ietwat dieper kunnen op ingaan ?

Kan men bijvoorbeeld geen uitzondering op artikel 7, derde lid, van de wet voorzien voor verzekeringsmaatschappijen, die — in het kader van het afsluiten van een levensverzekering — enkel navraag bij derden wensen te doen naar bepaalde *feiten* die zich in het verleden hebben voorgedaan ? Bijvoorbeeld de vraag of de verzekeringnemer al dan niet slachtoffer is geweest van een ongeval ?

*
* *

M. Jean-Pierre Viseur s'interroge en premier lieu sur le champ d'application de la loi du 19 juillet 1991.

L'article 1^{er}, § 1^{er}, 2^o, précise en effet que le détective privé exerce des activités consistant à « recueillir des informations relatives à l'état civil, à la conduite, à la moralité et à la solvabilité de personnes ».

Il s'agit d'une définition, somme toute, très large. Qu'entend-on par ailleurs par « moralité de personnes » ?

En ce qui concerne la question posée par l'intervenant précédent à propos des informations relatives à la santé d'une personne, l'article 7, dernier alinéa, de la loi précise qu'il est interdit au détective privé de recueillir des informations à ce sujet. Les choses semblent donc suffisamment claires sur ce point.

Une autre question porte sur le passage de l'exposé des motifs selon lequel certains abus — auxquels la presse a d'ailleurs fait écho — montrent bien qu'un contrôle effectif s'impose (Doc. Chambre n° 557/1, p. 1).

A quels abus ce passage fait-il allusion ? S'agit-il d'atteintes à la vie privée des citoyens ou s'agit-il plutôt d'abus d'ordre administratif, comme par exemple en ce qui concerne la domiciliation des détectives privés ?

Enfin, il y a le problème des écoles privées qui dispensent une formation de détective privé.

Dès 1993, la presse avait dénoncé, dans plusieurs articles, certaines écoles qui délivrent des diplômes de détective qui ne sont pas reconnus.

Les écoles visées étaient l'« *Ecole internationale de détective-expert* », à Liège, et la « *United European Detective High School* », à Uccle.

Ces écoles peuvent-elles continuer à délivrer impunément des diplômes non reconnus ? Ne pourrait-on au moins les obliger à préciser dans leur publicité si leurs diplômes sont reconnus ou non ? Ne pourrait-on envisager la création d'un label de qualité pour ce type de diplômes ?

*
* *

Au nom du groupe PS, *M. Charles Janssens* apporte son soutien à ce projet.

L'intérêt général, l'ordre public, la sécurité publique commandaient une révision de la loi dans le sens d'une plus grande efficacité des contrôles.

Le présent projet de loi permettra d'instaurer une réglementation claire et précise d'une profession où des atteintes à la vie privée peuvent se produire.

En limitant et interdisant même le recours par les détectives privés à des méthodes abusives, en permettant un réel contrôle sur les activités tant des détectives belges que des ressortissants d'un Etat

De heer Jean-Pierre Viseur stelt zich eerst en vooral vragen nopens het toepassingsgebied van de wet van 19 juli 1991.

In artikel 1, § 1, 2^o staat inderdaad vermeld dat de privé-detective activiteiten uitoefent bestaande uit « het inwinnen van informatie omtrent burgerlijke stand, gedrag, moraliteit en vermogenstoestand van personen ».

Dit is een toch wel zeer ruime definitie. Wat wordt overigens onder « moraliteit van personen » verstaan ?

Wat de door voorgaande spreker gestelde vraag met betrekking tot de inlichtingen over de gezondheidstoestand van een persoon betreft, vermeldt artikel 7, laatste lid, van de wet uitdrukkelijk dat het de privé-detective verboden is daaromtrent informatie in te winnen. Dit lijkt dus wel voldoende duidelijk.

Een andere opmerking betreft de passage uit de memorie van toelichting, volgens dewelke bepaalde misbruiken — waaraan de pers trouwens gehoor heeft gegeven — goed aantonen dat een effectieve controle zich opdringt (Stuk Kamer, n° 557/1, blz. 1).

Welke misbruiken worden hier bedoeld ? Gaat het om inbreuken op het privé-leven van burgers of betreft het eerder misbruiken van administratieve aard zoals inzake de domiciliëring van privé-detectives ?

Tenslotte stelt zich het probleem van scholen die opleidingen tot privé-detective verschaffen.

In de pers zijn in 1993 reeds artikelen verschenen die een aanklacht inhielden tegen de uitreiking door sommige scholen van niet-erkende diploma's van privé-detectives.

Er was hierbij sprake van een school in Luik (« *Ecole internationale de détective-expert* ») en één in Ukkel (« *United European detective High School* »).

Kunnen deze scholen ongehinderd doorgaan met het afleveren van niet-erkende diploma's ? Kan men hen ten minste niet verplichten in hun publiciteit te vermelden of de afgeleverde diploma's al dan niet erkend zijn ? Moet soms niet worden gedacht in de richting van een kwaliteitslabel voor de afgeleverde attesten ?

*
* *

Namens de PS-fractie zegt ook *de heer Charles Janssens* zijn steun aan dit ontwerp toe.

Gelet op het algemeen belang, de openbare orde en de openbare veiligheid, was een herziening van de wet, met name een verhoging van de doeltreffendheid van de controles, aangewezen.

Dit wetsontwerp maakt het mogelijk een duidelijke en nauwkeurige reglementering in te voeren met betrekking tot een beroep waarin zich schendingen van de persoonlijke levenssfeer kunnen voordoen.

Doordat het de toepassing van onrechtmatige praktijken door privé-detectives beperkt en zelfs verbiedt, doordat het een wezenlijke controle op de activiteiten van zowel de Belgische detectives als de

membre de l'Union européenne, en améliorant les moyens d'actions des fonctionnaires et agents spécifiquement chargés du contrôle des détectives, le projet de loi va dans le bon sens.

Le respect du droit des tiers (c'est-à-dire les personnes faisant appel aux services d'un détective privé) doit également être strictement assuré.

Les explications du ministre démontrent clairement que ce sera bien le cas et qu'un bon équilibre entre la nécessité de contrôles plus efficaces et la protection des tiers a été atteint.

B. Réponses du ministre

1. *Objectif de la loi du 19 juillet 1991*

Une des raisons essentielles de l'élaboration de cette législation a été de pouvoir gérer et contrôler le secteur des détectives privés.

Dans les années 1989-1990, ce secteur avait connu une grande expansion mais il n'était soumis à aucun contrôle.

Ce manque de contrôle avait eu pour conséquence qu'un certain nombre de personnes peu recommandables s'étaient établies comme détectives privés.

La loi du 19 juillet 1991 a été la première législation en Europe occidentale visant à réglementer la profession de détective privé. C'est ce qui explique l'intérêt de l'Union européenne pour la manière dont le législateur belge est intervenu.

Tenter de gérer ce secteur est toutefois une œuvre de longue haleine, notamment parce que l'on a voulu l'assainir sans vraiment bien savoir ce qui se passait sur le terrain.

On peut toutefois se féliciter que les règles ont peu à peu été mieux respectées et que la qualité de la formation des détectives privés ne cesse d'augmenter.

Il est toutefois essentiel d'affiner la législation, d'abord parce que la loi du 19 juillet 1991 contient encore certaines imprécisions et ensuite parce que l'expérience accumulée au cours des dernières années jette un éclairage nouveau sur certains aspects de cette loi.

2. *Octroi et retrait de l'autorisation d'exercer la profession de détective privé*

On a choisi, pour contrôler ce secteur, de soumettre l'accès à la profession à un système d'autorisations qui devrait permettre d'opérer une sélection parmi les candidats.

Une fois qu'il a obtenu l'autorisation d'exercer, le détective privé peut — moyennant rémunération et pour le compte d'un client — accomplir uniquement les activités énumérées à l'article 1^{er}, § 1^{er} de la loi.

onderdanen van een EU-Lid-Staat mogelijk maakt, doordat het de actiemiddelen van de ambtenaren en de beambten die specifiek belast zijn met de controles op de detectives verbetert, gaat het wetsontwerp in de goede richting.

Ook de eerbiediging van de rechten van derden (met name van de personen die een beroep doen op de diensten van een privé-detective) moet strikt worden gewaarborgd.

De toelichting die de minister heeft gegeven, bewijst duidelijk dat zulks wel degelijk het geval zal zijn en dat een goed evenwicht werd bereikt tussen de nood aan doeltreffender controles en de bescherming van derden.

B. Antwoorden van de minister

1. *Doelstelling van de wet van 19 juli 1991*

Eén van de voornaamste redenen voor het ontwerpen van deze wetgeving, was het beheersbaar en controleerbaar maken van de sector der privé-detectives.

Deze sector heeft in de jaren 1989-1990 een vrij grote expansie gekend, zonder dat daar enige controle werd op uitgeoefend.

Dit gebrek aan controle leidde ertoe dat ook een aantal niet-betrouwbare personen zich als privé-detective gingen vestigen.

De wet van 19 juli 1991 was de eerste wetgeving in West-Europa tot reglementering van het beroep van privé-detective. Vandaar de belangstelling van de Europese Unie voor de wijze waarop België te werk ging.

Het beheersbaar maken van de sector is echter een werk dat meerdere jaren in beslag neemt, mede omdat men gestart is met de sanering zonder een echt goede kennis van wat zich op het terrein afspeelde.

Toch mag men er zich over verheugen dat de regels stilaan beter worden gerespecteerd en dat de kwaliteit en de opleiding van privé-detectives een stijgende curve vertoont.

Het is echter van het grootste belang om de wetgeving te verfijnen, enerzijds omdat de wet van 19 juli 1991 nog een aantal onduidelijkheden vertoont en anderzijds omdat de opgedane ervaring van de laatste jaren een ander licht werpt op bepaalde aspecten van deze wet.

2. *De toekenning en de weigering van de vergunning van privé-detective*

Teneinde een controle op dit beroepssegment mogelijk te maken, werd er voor geopteerd om de toegang tot het beroep te onderwerpen aan een vergunningenstelsel; dit zou een schifting tussen de gegadigden dienen te bewerkstelligen.

Eens de vergunning afgeleverd, mag de privé-detective — tegen betaling en voor een opdrachtgever — enkel de in artikel 1, § 1, van de wet opgesomde activiteiten uitoefenen. Daartoe behoort

Bien entendu, ces activités comprennent notamment la collecte d'informations relatives à la conduite et à la moralité de personnes. Ces deux aspects peuvent être importants dans le cadre d'études de profil effectuées pour le compte de certaines entreprises.

L'article 7 de la loi restreint par ailleurs les missions que peut accomplir un détective. En fait, cet article impose au détective privé plus de limitations qu'à n'importe quel citoyen ordinaire.

En échange, le détective privé bénéficie d'une reconnaissance de sa profession qui lui permet de recueillir des informations de toute nature. Il lui est toutefois interdit de recourir à des techniques qui relèvent spécifiquement de la police.

Il faut également souligner que dans certains secteurs, les détectives privés jouent un rôle important en matière de sécurité. C'est le cas notamment dans les grandes surfaces.

*
* *

Le ministre fournit les chiffres suivants concernant les autorisations :

	Autorisations octroyées	Refus
1994	74	142
1995	51	4
1996 (chiffres provisoires)	27	0

Les décisions de refus d'autorisation ont été, dans 22 cas, annulées par le Conseil d'Etat (principalement par une des chambres francophones), et ce pour deux motifs :

1) La constatation, par la cour d'arbitrage, du caractère anticonstitutionnel de la mesure transitoire, prévue à l'article 22 de la loi, prévoyant une dispense en ce qui concerne la condition de formation et l'interdiction d'avoir été membre d'un service de police pour les détectives privés qui exerçaient déjà leurs activités professionnelles au 15 avril 1991 et qui étaient inscrits en cette qualité au registre de commerce. La cour d'arbitrage estime que cette disposition lèse tant les personnes qui exerçaient auparavant une activité salariée que celles qui dirigeaient une entreprise mais qui étaient inscrites en tant que société au registre du commerce (*15 arrêts d'annulation*).

2) L'extrême formalisme du Conseil d'Etat à l'égard de l'obligation de motivation du refus, par le ministre, d'accorder une autorisation.

Le Conseil d'Etat estime que le ministre ne peut motiver un refus d'autorisation en faisant valoir que certains faits (établis) dont le candidat s'est rendu coupable sont incompatibles, sur le plan déontologi-

iquement, avec l'intrigue de l'information omtrent onder meer het gedrag en de moraliteit van personen. Dit kan bijvoorbeeld van belang zijn voor bepaalde screenings-opdrachten afkomstig van bedrijven.

Van de andere kant beperkt artikel 7 van de wet de activiteiten die een privé-detective kan uitoefenen. In feite legt men in dit artikel de privé-detective meer beperkingen op dan dit voor eender welke andere burger het geval is.

De privé-detective krijgt in ruil wel de erkenning om beroepsmatig bezig te zijn met het inwinnen van allerlei informatie. Hierbij mogen uiteraard geen specifieke politiemethodieken worden toegepast.

Men mag hier ook benadrukken dat de privé-detectives in bepaalde domeinen een belangrijke veiligheidsrol spelen. Denken we maar aan de sector der warenhuizen.

*
* *

Wat de vergunningen betreft, schuift de minister de volgende meest recente cijfers naar voren :

	Afgeleverde vergunningen	Weigeringen
1994	74	142
1995	51	4
1996 (partim)	27	0

De beslissingen tot weigering van een vergunning werden in 22 gevallen vernietigd door de Raad van State (voornamelijk door één van de franstalige kamers). Twee oorzaken lagen hiervan aan de basis :

1) Het vaststellen — door het Arbitragehof — van de ongrondwettelijkheid van de in artikel 22 van de wet voorziene overgangsmaatregel waarbij in een vrijstelling met betrekking tot de opleidingsvereiste en het overstapverbod wordt voorzien voor de privé-detectives die op 15 april 1991 reeds hun beroepswerkzaamheden uitoefenden en als zodanig in het handelsregister waren ingeschreven. Deze bepaling discrimineert volgens het Arbitragehof zowel de personen die voorheen in loonverband werkten als diegenen die een onderneming leidden maar als vennootschap in het handelsregister waren ingeschreven (*15 vernietigingsarresten*).

2) De zeer formalistische opstelling van de Raad van State in verband met de motiveringsverplichting bij de weigering tot toekenning van een vergunning door de minister.

Volgens de Raad van State kan de minister geen vergunning weigeren met als motivering dat bepaalde (bewezen) feiten waaraan de kandidaat zich schuldig maakte, deontologisch onverenigbaar zijn

que, avec la profession de détective, même si ces faits n'ont pas donné lieu à une condamnation pénale.

On ne pourrait par exemple pas refuser l'autorisation au candidat qui a accepté une transaction ou obtenu une suspension de peine (*7 arrêts d'annulation*).

Il faut constater que la jurisprudence du Conseil d'Etat évolue en ce qui concerne ce point.

3. *Détectives privés indépendants et détectives privés sous contrat de travail*

Il n'est fait aucune distinction entre ces deux catégories. Tous ces détectives doivent donc être titulaires d'une autorisation, étant donné qu'ils exercent des activités qui relèvent du champ d'application de la loi.

C'est évidemment dans le secteur des assurances que l'on trouve le plus grand nombre de détectives privés sous contrat de travail. Il est en effet important que les compagnies d'assurances sachent si la demande de dédommagement (par exemple, en cas de vol de voiture, de dégâts causés par le feu, etc.) n'a pas été précédée d'actes frauduleux. Dans la pratique, l'obligation de disposer d'une autorisation concerne dès lors généralement les inspecteurs d'assurances, et non les courtiers.

Pendant tout un temps, les compagnies d'assurances ont essayé d'obtenir une dispense d'autorisation en faveur de leurs inspecteurs. On ne peut cependant pas admettre une telle dispense, étant donné qu'il est également de la plus haute importance que ces personnes aient bénéficié d'une formation sérieuse. En fin de compte, ne doivent-elles pas procéder parfois à des investigations poussées ? Le fait d'être titulaire d'une autorisation renforce en outre la position de ces personnes par rapport à leur employeur. Certaines compagnies d'assurances se sont, dans l'intervalle, déjà mises en règle.

Pour que les compagnies ne soient pas toujours obligées d'engager des inspecteurs à temps plein, il conviendrait de prévoir dans la loi que la profession de détective privé peut également s'exercer à titre accessoire. Cela nécessite une adaptation de l'article 4 de la loi du 19 juillet 1991.

4. *Formation*

Une formation sérieuse à l'exercice de la profession de détective privé constitue le garant le plus sûr de la réalisation, à terme, des objectifs visés par la législation qui nous occupe.

Les détectives privés qui ont reçu une bonne formation et ont ensuite obtenu l'autorisation requise voudront rester coûte que coûte en règle avec la loi.

Cela vaut également pour les écoles et les organisations (telles que les organisations des classes moyennes) qui dispensent une formation. Elles orga-

met het beroep van privé-detective, ook al hebben deze feiten niet tot een strafrechtelijke veroordeling geleid.

Indien de kandidaat bijvoorbeeld een minnelijke schikking heeft aanvaard of opschorting van straf heeft gekregen, zou men de vergunning niet kunnen weigeren (*7 vernietigingsarresten*).

Men dient wel vast te stellen dat de rechtspraak van de Raad van State op dit laatste punt aan het evolueren is.

3. *Zelfstandige privé-detectives en privé-detectives in loonverband*

Tussen beide categorieën wordt geen onderscheid gemaakt. Ze zijn dus allen vergunningsplichtig, omdat ze activiteiten uitoefenen die onder het toepassingsgebied van de wet vallen.

Uiteraard vindt men het grootste aantal privé-detectives in loonverband terug in de verzekeringssector. Het is voor verzekeringsmaatschappijen immers van belang te weten of er geen frauduleuze handelingen aan de schadeclaim vooraf gaan (bijvoorbeeld bij auto-diefstallen, brandschade, enz.). De vergunningsplicht slaat in de praktijk dan ook meestal op de verzekeringsinspecteurs en niet op de makelaars.

De verzekeringsmaatschappijen hebben een tijdlang gepoogd een vrijstelling van de vergunningsplicht voor hun inspecteurs te bekomen. Dit kan men echter niet aanvaarden aangezien een goede opleiding ook voor deze personen van het allergrrootste belang is. Uiteindelijk moeten ook zij soms verregaande onderzoeken verrichten. Het geeft deze personen daarenboven meer zekerheid in de verhouding tot hun werkgever. Sommige verzekeringsmaatschappijen hebben zich inmiddels reeds in regel gesteld.

Opdat de maatschappijen zich niet steeds zouden genoodzaakt voelen om voltijdse inspecteurs aan te werven, verdient het wel aanbeveling in de wet te voorzien dat het beroep van privé-detective ook als bijberoep kan worden uitgeoefend. Dit vereist een aanpassing van artikel 4 van de wet van 19 juli 1991.

4. *Opleiding*

Een degelijke opleiding tot privé-detective biedt de beste waarborgen voor het realiseren — op termijn — van de doelstellingen van deze wetgeving.

De privé-detectives die een goede opleiding genoten en nadien vergund werden, zullen kost wat kost in orde willen blijven met de wetgeving.

Hetzelfde geldt voor de scholen en organisaties (zoals de middenstandsorganisaties) die een opleiding verzorgen. Zij zullen ongetwijfeld hun lessen

niseront sans nul doute leurs cours de manière à ce que leurs étudiants aient la quasi-certitude d'obtenir l'autorisation.

Ce secteur finira donc par s'autoréguler.

Il convient de souligner à cet égard qu'il est impossible d'empêcher des écoles non agréées de dispenser également une formation. La liberté d'enseignement est en effet garantie par la Constitution. Il ne pourrait cependant s'agir d'une formation de détective privé au sens de la loi en projet. Si ces écoles précisaient malgré tout dans leurs annonces qu'elles dispensent une telle formation, on pourrait éventuellement — dans la mesure où il s'agit en l'occurrence d'activités commerciales — invoquer la réglementation relative à la publicité mensongère, telle qu'elle figure dans la législation sur les pratiques du commerce.

Ces écoles se garderont toutefois de publier des annonces mensongères dans la presse.

5. *Contrôle*

Les fonctionnaires contrôleurs de la Police générale du Royaume sont chargés du suivi de la loi du 19 juillet 1991.

En 1994, il a été procédé à 16 contrôles. En 1995, les contrôles ont été au nombre de 19, dont trois ont donné lieu à procès-verbal.

A ce jour, l'autorité judiciaire n'a pas traité ces affaires en priorité.

Une concertation est toutefois prévue avec le collège des procureurs généraux; on insistera à cette occasion sur la nécessité de veiller au bon suivi des procès-verbaux transmis.

Sans élever au rang de priorité absolue les poursuites dans le cadre de cette législation, il s'indique toutefois d'être suffisamment vigilant.

III. — DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Article 1^{er}

Cet article ne fait plus l'objet d'aucun commentaire et est adopté à l'unanimité.

Art. 2

Cet article permet au détective privé de demander lui-même le retrait de son autorisation.

M. Dufour demande quelle procédure devra être suivie dans ce cas.

zodanig verzorgen dat hun cursisten de quasi-zekerheid verwerven nopens het verkrijgen van de vergunning.

Op die manier zal deze sector zich uiteindelijk zelf reguleren.

Hierbij dient nog te worden opgemerkt dat men niet kan verhinderen dat niet-erkende scholen ook een opleiding verschaffen. De vrijheid van onderwijs is immers door de Grondwet gewaarborgd. Dit kan echter geen opleiding zijn tot privé-detective in de zin van deze wet. Indien deze scholen dit toch zouden vermelden in hun advertenties, kan men eventueel — in de mate dat het hier handelsactiviteiten betreft — een beroep doen op de reglementering inzake misleidende publiciteit zoals deze voorkomt in de wetgeving op de handelspraktijken.

Deze scholen zullen zich er echter wel voor hoeden misleidende aankondigingen in de pers te publiceren.

5. *Controle*

De controleambtenaren van de Algemene Rijkspolitie staan in voor de opvolging van de wet van 19 juli 1991.

In 1994 werden 16 controles uitgevoerd; in 1995 waren er dat 19, waarvan 3 uitmondten in een proces-verbaal.

Tot op vandaag is aan dit soort zaken geen prioriteit verleend door de gerechtelijke overheid.

Er is evenwel een overleg met het College van procureurs-generaal gepland, waarbij men er zal op aandringen dat een goede opvolging van de overgezonden processen-verbaal wordt verzekerd.

Zonder dat men vervolgingen in het kader van deze wetgeving tot de grootste prioriteit moet verheffen, is een voldoende waakzaamheid toch zeker geboden.

III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Artikel 1

Dit artikel vergt geen nadere bespreking en wordt eenparig aangenomen.

Art. 2

Dit artikel schept de mogelijkheid voor een privé-detective om zelf om de intrekking van zijn vergunning te verzoeken.

De heer Dufour vraagt volgens welke procedure dit zal verlopen.

Le ministre indique que les modalités seront fixées par arrêté royal, mais précise que la procédure à suivre sera relativement simple.

L'article 2 est ensuite adopté à l'unanimité.

Art. 3

L'amendement n° 3 de MM. Detremmerie, Canon, Roose et Vanpoucke (Doc. n° 557/3) poursuit, selon *M. Roose*, un quadruple objectif :

1) compléter la liste des infractions qui peuvent donner lieu à un refus de délivrer l'autorisation de détective privé; il s'agit notamment des infractions relatives à la protection des données à caractère personnel et de celles qui dénotent des pratiques malhonnêtes, telles que l'immixtion dans une fonction publique;

2) adapter l'interdiction liée aux écoutes téléphoniques compte tenu de l'insertion de nouveaux articles dans le Code pénal par la loi du 30 juin 1994 relative à cette matière;

3) instaurer une incompatibilité entre l'exercice de la profession de détective privé et l'exercice d'une activité professionnelle, notamment dans le secteur public, donnant accès à des données à caractère personnel, sauf si la profession de détective est une composante inhérente à ladite activité;

4) conférer au ministre de l'Intérieur un pouvoir d'appréciation en ce qui concerne les faits commis par le détective ou par le candidat détective qui constituent un manquement grave à la déontologie professionnelle et portent atteinte de ce fait au crédit de l'intéressé; cette appréciation du ministre peut conduire au refus de délivrer une autorisation, même lorsque les faits n'ont pas donné lieu à une condamnation pénale. Actuellement, l'autorisation ne peut être refusée en pareil cas, eu égard à l'interprétation stricte que le Conseil d'Etat fait de l'article 3, 1°.

Pour un commentaire plus circonstancié, il est renvoyé à la justification de l'amendement (Doc. n° 557/3, pp. 2-3).

*
* *

L'amendement n° 3 de MM. Detremmerie, Canon, Roose et Vanpoucke et l'article 3, ainsi modifié, sont adoptés à l'unanimité.

Art. 3bis (nouveau)

MM. Detremmerie, Canon, Roose et Vanpoucke présentent un amendement (n° 4, Doc. n° 557/3) visant à préciser les dérogations que le ministre peut accorder, en vertu de l'article 4 de la loi du 19 juillet

De minister wijst erop dat de modaliteiten bij koninklijk besluit worden vastgesteld, doch kondigt tevens aan dat de procedure vrij simpel zal worden gehouden.

Artikel 2 wordt vervolgens eenparig aangenomen.

Art. 3

Het amendement n° 3 van de heren Detremmerie, Canon, Roose en Vanpoucke (Stuk n° 557/3), heeft volgens *de heer Roose* een viervoudige doelstelling :

1) een aanvulling van de lijst van inbreuken die aanleiding kunnen geven tot een weigering om de vergunning van privé-detective af te leveren; het betreft inzonderheid inbreuken betreffende de bescherming van persoonsgegevens en deze die duiden op oneerlijke praktijken, zoals de inmenging in een openbaar ambt;

2) een aanpassing van het aan het afluisteren van telefoongesprekken verbonden verbod, rekening houdend met de invoeging van nieuwe artikelen in het Strafwetboek door de wet van 30 juni 1994 betreffende deze materie;

3) de vaststelling van een onverenigbaarheid tussen de uitoefening van het beroep van privé-detective en van een beroepsactiviteit — onder andere in de openbare sector — die toegang geeft tot persoonsgegevens, tenzij het beroep van detective een inherent bestanddeel van de genoemde activiteit is;

4) de toekenning van een appreciatiebevoegdheid aan de minister van Binnenlandse Zaken betreffende de door de detective of de kandidaat-detective gepleegde feiten die een ernstige tekortkoming van de beroepsdeontologie uitmaken en daarom raken aan het vertrouwen in betrokkene; de door de minister te verrichten appreciatie kan leiden tot de weigering een vergunning af te leveren, zelfs indien de feiten geen voorwerp van een strafrechtelijke veroordeling hebben uitgemaakt; dit laatste is momenteel onmogelijk, gelet op de strikte interpretatie door de Raad van State van artikel 3, 1°.

Voor een meer omstandige verantwoording zij verwezen naar de toelichting bij het amendement (Stuk n° 557/3, blz. 2-3).

*
* *

Amendement n° 3 van de heren Detremmerie, Canon, Roose en Vanpoucke en het aldus gewijzigde artikel 3 worden eenparig aangenomen.

Art. 3bis (nieuw)

Bij amendement n° 4 (Stuk n° 557/3) stellen de heren Detremmerie, Canon, Roose en Vanpoucke voor om de in artikel 4 van de wet van 19 juli 1991 voor de minister gecreëerde mogelijkheid om een

1991, au principe selon lequel la profession de détective ne peut être exercée qu'à titre principal.

M. Canon estime que l'exercice à titre accessoire s'impose dans certaines professions dont l'activité de détective constitue une composante habituelle. C'est notamment le cas de certains inspecteurs d'assurances ou de certains membres du personnel bancaire.

Les autres conditions d'octroi de la dérogation doivent être précisées dans un but de plus grande sécurité juridique.

Il convient de limiter ces dérogations afin d'exclure tout amateurisme dans l'exercice de la profession.

*
* *

L'amendement n° 4 de MM. Detremmerie, Canon, Roose et Vanpoucke, visant à insérer un article *3bis* (nouveau), est adopté à l'unanimité.

Il devient l'article 4 du texte adopté par la commission.

Art. 4

Cet article prévoit une dérogation au principe général selon lequel il est interdit au détective privé de filmer des personnes dans des lieux non accessibles au public, sans que le gestionnaire du lieu et les personnes concernées aient donné leur consentement à cette fin.

Cette dérogation concerne les enquêtes dans le domaine de l'espionnage industriel, dans le cadre desquelles seule l'autorisation du gestionnaire du lieu est requise.

Votre rapporteur estime en effet que le fait de filmer quelqu'un sans son autorisation peut constituer une atteinte grave à la vie privée de l'intéressé. S'il s'agit d'une enquête dans le domaine de l'espionnage industriel, les travailleurs ne doivent toutefois pas donner l'autorisation de les filmer, de sorte qu'il est impératif de bien définir cette notion. Le ministre pourrait-il définir de manière plus précise la notion d'« espionnage industriel » ?

M. Breyne ajoute qu'outre l'espionnage industriel — qui, en tant que tel, n'est pas défini comme étant une infraction —, il peut exister d'autres types d'infractions contre les entreprises. Il pourrait s'indiquer de prendre les mesures préventives nécessaires dans ce domaine également. Ne serait-il pas préférable d'étendre la portée de la dérogation instaurée dans cet article en précisant qu'elle s'applique à l'« espionnage industriel ou aux infractions menaçant les entreprises » ?

Une autre question concerne les cas où l'autorisation de filmer doit être accordée aussi bien par le chef d'entreprise que par les travailleurs. Chaque tra-

uitzondering toe te staan op het principe dat het beroep van privé-detective enkel als hoofdberoep mag worden uitgeoefend, nader te preciseren.

Volgens *de heer Canon* dringt de uitoefening als bijberoep zich op in bepaalde beroepen waarvan de activiteit van detective een gebruikelijk bestanddeel uitmaakt. Dit is met name het geval van bepaalde verzekeringsinspecteurs en van bepaalde leden van het bankpersoneel.

De andere toekenningsvoorwaarden van de afwijking moeten worden gepreciseerd met als doel een grotere rechtszekerheid.

Het is gepast deze afwijkingen te beperken teneinde elk amateurisme in de uitoefening van het beroep uit te sluiten.

*
* *

Amendement n° 4 van de heren Detremmerie, Canon, Roose en Vanpoucke tot invoeging van een artikel *3bis* (nieuw) wordt eenparig aangenomen.

Het wordt artikel 4 van de door de commissie aangenomen tekst.

Art. 4

Door dit artikel voert men een afwijking in op het algemene principe volgens hetwelk het de privé-detective verboden is personen te filmen in niet voor het publiek toegankelijke plaatsen, zonder dat de beheerder van die plaats en de betrokken personen daarvoor hun toestemming hebben gegeven.

De afwijking betreft de opsporing van bedrijfsspionage, waarbij voor het filmen enkel de toestemming van de beheerder van de plaats vereist is.

Uw rapporteur meent inderdaad dat het filmen van iemand zonder zijn toestemming een zware inbreuk kan betekenen op het privé-leven van betrokkene. In geval van een onderzoek naar bedrijfsspionage dienen de werknemers evenwel geen toestemming tot filmen te geven, waardoor een goede omschrijving van dit begrip zich opdringt. Kan de minister het begrip « bedrijfsspionage » nader definiëren ?

De heer Breyne voegt hieraan toe dat naast bedrijfsspionage — hetgeen niet als zodanig als een misdrijf omschreven is — andere vormen van misdrijven tegen bedrijven mogelijk zijn. Ook hiervoor kunnen de nodige voorzorgsmaatregelen verantwoord zijn. Zou het niet beter zijn de in dit artikel ingevoerde afwijking te verruimen tot « bedrijfsspionage of dreigende misdrijven tegen bedrijven » ?

Een andere vraag betreft, de gevallen waarin toestemming tot filmen vereist is, zowel van de bedrijfsleider als van de werknemers. Dient elke werknemer

vailleure doit-il donner cette autorisation à titre personnel ou cette autorisation peut-elle être collective ?

En ce qui concerne la dernière question, *le ministre* confirme qu'il est possible de conclure un accord collectif dans le cadre de la procédure normale de concertation sociale.

Il va de soi que la notion « d'espionnage industriel » doit être interprétée de façon restrictive, puisqu'on déroge à un principe général.

La plupart des entreprises ne sont pas susceptibles d'être considérées comme « victimes » d'espionnage industriel au regard de la disposition légale en projet. Il doit en effet s'agir d'entreprises mettant en œuvre des technologies ou des processus de production de pointe qui sont très particuliers et sont pas répandus. Afin de protéger ces technologies et processus, il paraît justifié de prévoir une dérogation à la règle générale régissant l'autorisation de filmer les travailleurs. Ce sont d'ailleurs généralement les travailleurs qui demandent, dans l'intérêt de leur entreprise, d'éliminer les risques d'espionnage industriel. Rien n'empêche cependant de conclure malgré tout un accord préalable avec les travailleurs. Une entreprise prévoyante conclura un tel accord, faute de quoi, compte tenu de l'interprétation restrictive de la notion « d'espionnage industriel », les investigations en ce domaine risquent de ne pouvoir être considérées comme portant sur ce type d'espionnage.

Quoi qu'il en soit, l'utilisation de caméras, notamment afin de prévenir toute tentative d'espionnage industriel, sera réglée dans le cadre d'un projet de loi distinct.

M. Roose présente ensuite un amendement (n° 13 — Doc. n° 557/3) visant à supprimer les dérogations prévues en matière d'espionnage industriel, compte tenu des difficultés d'interprétation qu'elles pourraient susciter et du dépôt imminent du projet de loi qui vient d'être évoqué. Dans ce cas, un accord collectif entre syndicats et direction sera également nécessaire pour mener des enquêtes dans le domaine de l'espionnage industriel.

Le ministre marque son accord à ce sujet.

*
* *

L'amendement n° 13 de *M. Roose* et l'article 4, ainsi modifié, sont adoptés à l'unanimité.

Il devient l'article 5 du texte adopté par la commission.

Art. 5

Cet article n'appelle aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Il devient l'article 6 du texte adopté par la commission.

afzonderlijk toestemming te verlenen of is een collectieve toestemming mogelijk ?

Wat de laatste vraag betreft, bevestigt *de minister* de mogelijkheid van een collectieve afspraakregeling in het kader van de normale syndicale overlegprocedure.

Het begrip « bedrijfsspionage » moet uiteraard restrictief worden geïnterpreteerd, aangezien men hier een afwijking invoert op een algemeen principe.

De meeste bedrijven komen niet in aanmerking als « slachtoffer » van bedrijfsspionage in het raam van deze wet. Het moet gaan om een bedrijf dat gebruik maakt van bijzondere, vooruitstrevende en niet verspreide technologieën of bedrijfsprocedures. Ter bescherming hiervan lijkt een afwijking van het algemene principe met betrekking tot het filmen van werknemers verantwoord. Meestal zijn de werknemers trouwens vragende partij om, ten behoeve van hun bedrijf, risico's op bedrijfsspionage uit te schakelen. Niets belet evenwel om toch een voorafgaand akkoord met de werknemers af te sluiten. Een vooruitziende onderneming zal dit ook doen, omdat ze anders het risico loopt dat, gelet op de restrictieve interpretatie van het begrip « bedrijfsspionage », de opsporingen ernaar niet onder die noemer kunnen geklasseerd worden.

Hoe dan ook zal binnenkort het gebruik van camera's, onder meer ter voorkoming van bedrijfsspionage, in een apart wetsontwerp worden geregeld.

Hierop stelt *de heer Roose* bij amendement n° 13 (Stuk n° 557/3) voor om de afwijkingen voor bedrijfsspionage te schrappen, gelet op de mogelijke interpretatiemoeilijkheden en het nakende wetsontwerp. Ook voor opsporingen met betrekking tot bedrijfsspionage zal in dat geval nog een collectief akkoord tussen vakbonden en directie nodig zijn.

De minister kan zich daar akkoord mee verklaren.

*
* *

Amendement n° 13 van de heer *Roose* en het aldus gewijzigde artikel 4 worden eenparig aangenomen.

Het wordt artikel 5 van de door de commissie aangenomen tekst.

Art. 5

Dit artikel vergt geen verdere bespreking en wordt eenparig aangenomen.

Het wordt artikel 6 van de door de commissie aangenomen tekst.

Art. 5bis (nouveau)

L'amendement n° 5 de MM. Detremmerie, Canon, Roose et Vanpoucke (Doc. n° 557/3) tend à compléter l'article 7, alinéa 1^{er}, de la loi par les mots « ou relatives à leur appartenance mutualiste » et à insérer, à l'alinéa 3, les mots « , aux origines raciales ou ethniques » après le mot « santé ».

Selon M. Canon, les modifications apportées au texte tendent à adapter celui-ci aux restrictions apportées au traitement de données à caractère personnel par la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

*
* *

L'amendement n° 5 de MM. Detremmerie, Canon, Roose et Vanpoucke tendant à insérer un article 5bis (nouveau) est adopté à l'unanimité.

Il devient l'article 7 du texte adopté par la commission.

Art. 6

Votre rapporteur justifie comme suit les amendements n°s 6 et 7 de MM. Detremmerie, Canon, Roose et Vanpoucke (Doc. n° 557/3) :

Si l'intention initiale du législateur était la protection des intérêts du client, il appert que la définition de la mission et du résultat dans une convention écrite, ainsi que l'obligation de rapportage peuvent constituer d'importants moyens d'aide lors du contrôle du respect de la loi, offrant à toutes les parties un élément important de sécurité juridique.

Il est évidemment inutile de prévoir l'obligation de conclure une convention écrite pour chaque mission émanant d'un client-employeur. Ici, l'introduction d'un registre des missions constitue, à notre avis, une solution souple.

La définition préalable de la mission offre notamment au détective privé-employé les avantages suivants : elle offre la sécurité juridique et la clarté en cas d'éventuelles contestations ultérieures, protège l'employé contre des missions excessives de la part de son employeur, et simplifie en outre le contrôle ultérieur tant par les tribunaux que par les services administratifs compétents.

*
* *

Art. 5bis (nieuw)

Amendement n° 5 van de heren Detremmerie, Canon, Roose en Vanpoucke (Stuk n° 557/3) strekt ertoe om artikel 7, eerste lid van de wet aan te vullen met de woorden « of omtrent het lidmaatschap van een ziekenfonds » en om in het derde lid de woorden « of de sociale of etnische herkomst » in te voegen na het woord « gezondheid ».

Volgens de heer Canon beogen de in de tekst aangebrachte wijzigingen deze aan te passen aan de beperkingen die werden aangebracht aan de verwerking van persoonsgegevens door de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

*
* *

Dit amendement n° 5 van de heren Detremmerie, Canon, Roose en Vanpoucke tot invoeging van een artikel 5bis (nieuw) wordt eenparig aangenomen.

Het wordt artikel 7 van de door de commissie aangenomen tekst.

Art. 6

De twee amendementen n°s 6 en 7 van de heren Detremmerie, Canon, Roose en Vanpoucke (Stuk n° 557/3), worden door uw rapporteur als volgt verantwoord :

Waar de oorspronkelijke doelstelling van de wetgever er in bestond de belangen van de klant te beschermen, blijkt hoe de vastlegging van opdracht en resultaat in een schriftelijke overeenkomst en verplichte verslaggeving een belangrijk hulpmiddel kan zijn bij de controle op de naleving van de wet en voor alle partijen een belangrijke vorm van rechtszekerheid biedt.

Het is uiteraard zinloos een verplichte schriftelijke overeenkomst te voorzien per opdracht afkomstig van een opdrachtgever-werkgever. Dit kan echter soepel opgevangen worden middels een opdrachtenregister.

Het voorafgaandelijk vastleggen van de opdracht biedt voor de privé-detective-werknemer bijvoorbeeld de volgende voordelen : het biedt rechtszekerheid en duidelijkheid bij eventuele latere betwistingen, beschermt de werknemer tegen verregaande opdrachten van zijn werkgever en vereenvoudigt daarenboven de latere controle door zowel de rechtbanken als de bevoegde administratieve diensten.

*
* *

Les amendements n^{os} 6 et 7 de MM. Detremmerie, Canon, Roose et Vanpoucke et l'article 6, ainsi modifié, sont adoptés à l'unanimité.

Cet article devient l'article 8 du texte adopté par la commission.

Art. 7

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Il devient l'article 9 du texte adopté par la commission.

Art. 7bis (nouveau)

L'amendement n^o 8 de MM. Detremmerie, Canon, Roose, et Vanpoucke (Doc. n^o 557/3) tend à remplacer, à l'article 10, alinéa 3, de la loi les mots « visée à l'article 8 » par les mots « visée à l'article 8, § 1^{er}, ou le registre des missions visé à l'article 8, § 2 ».

Votre rapporteur précise que cette modification a pour seul but d'assimiler les restrictions apportées à l'obligation d'information envers le client-particulier à celles apportées à l'obligation d'information envers le client-employeur.

Eu égard aux modifications apportées à l'article 8 de la loi (voir *supra*, la discussion de l'article 6), la commission accepte de remplacer, dans l'article 10 de la loi, la référence à l'article 8 par une référence à l'article 8, § 1^{er} (« convention ») et une référence à l'article 8, § 2, (« registre des missions »).

*
* *

L'amendement n^o 8 de MM. Detremmerie, Canon, Roose et Vanpoucke tendant à insérer un article 7bis (nouveau) est adopté à l'unanimité.

Il devient l'article 10 du texte adopté par la commission.

Art. 8

L'amendement n^o 9 de MM. Detremmerie, Canon, Roose et Vanpoucke (Doc. n^o 557/3) tend à supprimer les mots « dans le cas et suivant les modalités fixées par celui-ci » à la fin de l'article à l'examen.

Cet article concerne l'obligation qu'ont les détectives privés d'aviser le procureur du Roi compétent des crimes et délits dont ils acquièrent la connaissance dans l'accomplissement de leur mission.

De amendementen n^{rs} 6 en 7 van de heren Detremmerie, Canon, Roose en Vanpoucke en het aldus gewijzigde artikel 6 worden eenparig aangenomen.

Het wordt artikel 8 van de door de Commissie aangenomen tekst.

Art. 7

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen en wordt eenparig aangenomen.

Het wordt artikel 9 van de door de Commissie aangenomen tekst.

Art. 7bis (nieuw)

Amendement n^o 8 van de heren Detremmerie, Canon, Roose en Vanpoucke (Stuk n^o 557/3) strekt ertoe in artikel 10, derde lid van de wet de woorden « in de overeenkomst bedoeld in artikel 8 » te vervangen door de woorden « in de overeenkomst bedoeld in artikel 8, § 1, of in het opdrachtenregister bedoeld in artikel 8, § 2. »

Deze wijziging heeft, volgens uw rapporteur, enkel tot doel de beperkingen aan de informatieplicht ten overstaan van de opdrachtgever-particulier en de opdrachtgever-werkgever gelijk te schakelen.

Gelet op de aanvaarde wijzigingen met betrekking tot artikel 8 van de wet (zie *supra* — bespreking van artikel 6), is de commissie het er mee eens de in artikel 10 voorkomende verwijzing naar artikel 8 te vervangen door een verwijzing naar artikel 8, § 1 (« overeenkomst ») enerzijds, en naar artikel 8, § 2 (« opdrachtenregister ») anderzijds.

*
* *

Dit amendement n^o 8 van de heren Detremmerie, Canon, Roose en Vanpoucke tot invoeging van een artikel 7bis (nieuw) wordt eenparig aangenomen.

Het wordt artikel 10 van de door de Commissie aangenomen tekst.

Art. 8

Bij amendement n^o 9 (Stuk n^o 557/3) stellen de heren Detremmerie, Canon, Roose en Vanpoucke voor om *in fine* de woorden « in de gevallen en op de wijze die door hem worden bepaald » weg te laten.

Dit artikel betreft de aan de privé-detectives opgelegde verplichting om misdaden en wanbedrijven waarvan ze in de uitvoering van hun opdracht kennis krijgen, te melden aan de bevoegde procureur des Konings.

M. Roose estime que la restriction apportée ici à l'obligation de communication a pour effet qu'à défaut d'instructions données aux détectives par les parquets, aucun fait ne doit être communiqué. Or, peu de parquets ont édicté de telles directives, de sorte que l'article 16, § 2, alinéa 3, de la loi reste généralement lettre morte.

Il s'indiquerait dès lors de ne plus faire dépendre à l'avenir l'obligation de communication de telles directives.

M. Breyne n'est pas opposé à cet amendement, mais craint que les détectives privés se contentent d'aviser les parquets *oralement*.

Le ministre comprend la préoccupation de l'intervenant précédent. Les parquets publieront probablement des circulaires préconisant une procédure écrite, mais elles n'auront pas de caractère contraignant.

Dès lors, peut-être serait-il souhaitable que la loi prévoie elle-même l'obligation de communiquer par écrit les faits en question.

M. Breyne présente ensuite un amendement (n° 14, Doc. n° 557/3) en ce sens.

*
* *

Les amendements n° 9 de MM. Detremmerie, Canon, Roose et Vanpoucke et n° 14 de *M. Breyne*, de même que l'article 8, ainsi modifié, sont adoptés à l'unanimité.

Cet article devient l'article 11 du texte adopté par la commission.

Art. 9

Conformément à l'article 16bis proposé, le détective privé qui souhaite exercer ses activités en Belgique doit choisir un lieu d'établissement auprès d'un détective privé établi en Belgique. Ce dernier devrait exercer une surveillance et faire à cet effet trimestriellement rapport au ministre de l'Intérieur.

L'amendement n° 1 de *M. Cortois* (Doc. n° 557/2) tend à supprimer cet article, parce que la mesure proposée n'est ni praticable ni souhaitable (pour une justification plus détaillée, voir le Doc. n° 557/2, pp. 1 et 2).

Le ministre estime qu'il est en effet difficilement concevable qu'un détective privé exerce une surveillance sur l'autre. Il ne voit toutefois pas comment résoudre ce problème pratique dans l'immédiat. Peut-être pourrait-on obliger le détective privé étranger à faire rapport selon des modalités fixées par le Roi. Si, dans un premier stade, cette solution équivaldrait peut-être à accorder un pouvoir étendu

Volgens *de heer Roose* heeft de hier aangebrachte beperking aan de meldingsplicht voor effect dat, bij ontbreken van door de parketten aan de detectives gegeven instructies, geen enkel feit moet gemeld worden. Nochtans hebben weinig parketten dergelijke richtlijnen uitgevaardigd, zodanig dat artikel 16, § 2, 3° lid van de wet in het algemeen dode letter blijft.

Het zou dan ook aanbeveling verdienen de meldingsplicht in de toekomst niet langer afhankelijk te maken van zulke richtlijnen.

De heer Breyne is niet tegen dit amendement gekant, maar het gevaar dreigt dat de privé-detectives zich er mee zullen vergenoegen *mondelinge* mededelingen aan de parketten te verstrekken.

De minister begrijpt de bezorgdheid van vorige spreker. De parketten zullen wellicht circulaires uitvaardigen waarin ze een schriftelijke procedure vooropstellen, maar deze zullen een niet-bindend karakter hebben.

Wellicht ware het daarom wenselijk in de wet zelf het principe van een schriftelijke meldingsplicht in te schrijven.

De heer Breyne dient vervolgens amendement n° 14 in die zin in (Stuk n° 557/3).

*
* *

De amendementen n° 9 van de heren Detremmerie, Canon, Roose en Vanpoucke en 14 van de heer Breyne, alsook het aldus gewijzigde artikel 8, worden eenparig aangenomen.

Het wordt artikel 11 van de door de Commissie aangenomen tekst.

Art. 9

Volgens het voorgestelde artikel 16bis moet een privé-detective die in België activiteiten wil uitoefenen, daartoe een vestigingsplaats kiezen bij een in België gevestigde privé-detective. Deze laatste zou dan toezicht moeten uitoefenen door driemaandelijks een verslag aan de Minister van Binnenlandse Zaken uit te brengen.

Bij amendement n° 1 van de *heer Cortois* (Stuk n° 557/2) wordt voorgesteld dit artikel weg te laten, omdat de bepaling niet werkbaar is en ook niet wenselijk (voor een omstandige verantwoording — zie stuk n° 557/2, blz. 1-2).

De minister acht het inderdaad niet evident dat de ene privé-detective de andere moet controleren. In de praktijk ziet hij echter niet onmiddellijk een andere werkbare oplossing. Misschien zou men kunnen bepalen dat de buitenlandse privé-detective moet rapporteren volgens de door de Koning vastgestelde modaliteiten. Dit is wellicht een verregaande bevoegdheid die aan de Koning wordt toegekend,

au Roi, elle permettrait toutefois de consulter les intéressés afin de rechercher des solutions praticables.

M. Roose demande s'il ne serait pas préférable d'obliger le détective étranger à informer les autorités compétentes des activités qu'il exerce en Belgique. On est en droit de s'interroger sur l'utilité de présenter un rapport trois mois après l'exécution d'une mission de nature peut-être très limitée. Si le détective étranger était tenu d'informer les autorités de ses activités, les fonctionnaires belges chargés du contrôle pourraient informer leurs collègues du pays d'origine du détective privé des activités exercées par ce dernier en Belgique.

Votre rapporteur estime que la réglementation proposée aura pour conséquence ou bien que les détectives privés étrangers n'auront aucune chance de décrocher un contrat en Belgique ou bien que les détectives belges chargés du contrôle de leurs collègues étrangers ne se soucieront guère de faire rapport sur les activités de ces derniers.

M. Detremmerie insiste cependant pour que les détectives privés étrangers fassent l'objet d'une surveillance suffisante. Après tout, les Belges qui souhaitent exercer leurs activités à l'étranger n'ont pas non plus toujours toutes les facilités.

M. Breyne estime qu'il est exagéré qu'un détective privé belge doive exercer une mission qui relève de la force publique.

Le ministre confirme que l'Etat belge ne peut exercer de contrôle sur un détective privé qui est établi à l'étranger. Le contrôle exercé par le détective belge implique que ce dernier est responsable devant les instances de contrôle belges. Il ne pourra donc se soustraire facilement à ses obligations. Quoi qu'il en soit, il faut tenter, en l'occurrence, de concilier deux options : d'une part, permettre aux détectives privés de l'Union européenne d'exercer aussi leurs activités en Belgique et d'autre part, exercer un contrôle efficace sur ces activités.

Tout bien considéré, le ministre plaide malgré tout pour le maintien du texte proposé. Celui-ci incitera peut-être les détectives étrangers à s'associer à leurs collègues belges chargés de les contrôler. Chacun aura alors intérêt à ce que la réglementation soit appliquée correctement.

*
* *

L'article 9 est ensuite adopté à l'unanimité.

L'amendement n° 1 de *M. Cortois* visant à supprimer l'article est dès lors sans objet.

Cet article devient l'article 12 du texte adopté par la commission.

doch het zou toelaten eerst met de betrokkenen na te gaan welke oplossingen haalbaar zijn.

De heer Roose vraagt zich af of een meldingsplicht van activiteiten in ons land door een buitenlandse privé-detective niet veeleer aangewezen is. Men kan zich de vraag stellen naar het nut van een rapportering drie maanden na het uitvoeren van een misschien zeer beperkte opdracht. In geval van een meldingsplicht zouden de Belgische controlerende ambtenaren hun collega's van het land van herkomst van de privé-detective kunnen op de hoogte brengen van de in België uitgeoefende activiteiten.

Uw rapporteur meent dat de voorgestelde regeling er zal toe leiden dat ofwel de buitenlandse privé-detectives in ons land geen kansen gaan krijgen ofwel dat de Belgische toezicht uitoefenende detectives zich van de rapportering weinig zullen aantrekken.

De heer Detremmerie pleit toch voor een voldoende toezicht op de buitenlandse privé-detectives. Ook Belgen die in het buitenland wensen te werken, zal het niet steeds eenvoudig worden gemaakt.

De heer Breyne vindt het toch wel verregaand dat een Belgische privé-detective een deel van de openbare macht moet uitoefenen.

De minister bevestigt dat de Belgische Staat geen controle kan uitoefenen over een privé-detective die in het buitenland is gevestigd. De controle door de Belgische detective impliceert wel dat deze laatste verantwoordelijk is ten overstaan van de Belgische controlerende instanties. Hij zal zich dus niet zomaar aan zijn verplichtingen kunnen onttrekken. Men moet in deze hoe dan ook twee opties trachten te verzoenen : enerzijds het bieden van de mogelijkheid aan privé-detectives uit de Europese Unie om ook in België actief te zijn en anderzijds de noodzaak om een substantiële controle daarop uit te oefenen.

Uiteindelijk pleit de minister toch voor het behoud van de voorgestelde tekst. Wellicht zal dit in de praktijk leiden tot associaties tussen buitenlandse detectives en de hen controlerende Belgische collega's. Het zal dan in ieders belang zijn dat de reglementering correct wordt toegepast.

*
* *

Artikel 9 wordt vervolgens eenparig aangenomen.

Amendement n° 1 van de heer Cortois tot weglating van het artikel is derhalve zonder voorwerp.

Dit artikel wordt artikel 12 van de door de commissie aangenomen tekst.

Art. 10

M. Cortois présente un amendement (n° 2, Doc. n° 557/2) visant à abroger l'article 17 de la loi du 19 juillet 1991, qui concerne les compétences attribuées aux fonctionnaires et agents chargés du contrôle.

Pour une justification circonstanciée de cet amendement, il est renvoyé au Doc. n° 557/2, pp. 2-3.

Le ministre ne peut marquer son accord sur une réduction des possibilités de contrôle.

Répondant à *votre rapporteur* qui demande quelles missions de contrôle sont visées par cet article et ce que l'on attend exactement des fonctionnaires et agents, *le ministre* précise que les fonctionnaires et agents de la Police générale du Royaume chargée du contrôle ont pour seule mission de s'assurer du respect de la loi du 19 juillet 1991. Ils ne sont pas habilités à constater d'autres infractions.

Concrètement, cela signifie que les fonctionnaires :

- exercent un contrôle sur les conventions conclues par le détective privé avec son client (article 8 de la loi);

- contrôlent le rapport établi après l'exécution de la mission;

- peuvent vérifier, en ce qui concerne le contenu des dossiers, si les détectives privés ne mènent pas d'enquêtes dans des matières interdites en vertu de l'article 7 de la loi.

Lorsqu'un contrôle est effectué à la suite du dépôt d'une plainte, ils doivent vérifier le bien-fondé de la plainte. Il s'agit donc de compétences plus étendues.

Enfin, il importe de souligner que les fonctionnaires chargés de contrôle sont assermentés et qu'ils sont dès lors tenus au secret professionnel.

*
* *

L'amendement n° 2 de *M. Cortois* est rejeté à l'unanimité.

L'article 10 est adopté à l'unanimité.

Il devient l'article 13 du texte adopté par la commission.

Art. 11

Les amendements n°s 10 et 11 de MM. Detremmerie, Canon, Roose et Vanpoucke (Doc. n° 557/3) tendent à adapter les dispositions pénales.

M. Roose justifie ces amendements comme suit :

- à l'article 19, alinéa 1^{er}, la modification du montant de l'amende se justifie afin de l'adapter aux amendes prévues dans le cadre de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à

Art. 10

Bij amendement n° 2 van *de heer Cortois* (Stuk n° 557/2) wordt voorgesteld artikel 17 van de wet van 19 juli 1991 op te heffen. Voormeld artikel betreft de aan de controlerende ambtenaren toegekende bevoegdheden.

Voor een omstandige verantwoording van dit amendement moge verwezen worden naar Stuk n° 557/2, blz. 2-3.

De minister kan zich niet akkoord verklaren met een vermindering van de controlemogelijkheden.

Op de vraag van *uw rapporteur* om welke controle-taken het in dit artikel gaat en wat precies van de ambtenaren wordt verwacht, antwoordt *de minister* dat de controleambtenaren van de Algemene Rijks-politie enkel dienen na te gaan of de wet van 19 juli 1991 wordt nageleefd. Zij hebben geen bevoegdheid om andere inbreuken vast te stellen.

Concreet betekent dit dat de ambtenaren :

- toezicht houden op de overeenkomsten van de privé-detective met hun opdrachtgever (artikel 8 van de wet);

- controle uitoefenen op het na de opdracht uit-gebrachte verslag;

- wat de inhoud van de dossiers betreft, nagaan of de privé-detectives geen onderzoek doen naar materies die krachtens artikel 7 van de wet zijn verboden.

Bij de controle naar aanleiding van de indiening van een klacht, dienen zij na te gaan of deze klacht gegrond is. Hier is dus sprake van een ruimere bevoegdheid.

Tenslotte is het van belang er op te wijzen dat de controle-ambtenaren de eed hebben afgelegd en derhalve gehouden zijn door het beroepsgeheim.

*
* *

Amendement n° 2 van *de heer Cortois* wordt eenparig verworpen.

Artikel 10 wordt eenparig aangenomen.

Het wordt artikel 13 van de door de Commissie aangenomen tekst.

Art. 11

De beide amendementen n°s 10 en 11 van *de heer Detremmerie*, Canon, Roose en Vanpoucke (Stuk n° 557/2) betreffen een aanpassing van de strafrechtelijke bepalingen.

De heer Roose verantwoordt deze amendementen als volgt :

- de wijziging van het bedrag van de boete in artikel 19, eerste lid, wordt gerechtvaardigd teneinde het bedrag aan te passen aan de boetes voorzien in het kader van de wet van 8 december 1992 tot be-

l'égard des traitements de données à caractère personnel;

— la prohibition prévue à l'article 14 de la loi interdit au détective privé de s'immiscer dans une fonction publique (article 227 du Code pénal). La peine prévue par la loi sur les détectives privés est, inexplicablement, beaucoup plus légère que celle prévue au Code pénal. Ici, il peut être remédié à cette divergence.

M. Vanpoucke ajoute, pour sa part, que s'il est parfois indispensable de prévoir des dispositions pénales, il est toutefois préférable, dans un premier temps, d'appliquer d'autres sanctions civiles (par exemple le retrait de l'autorisation).

La commission estime, pour des motifs légistiques, qu'il y a lieu de faire figurer les dispositions pénales relatives aux infractions à l'article 14 de la loi dans un alinéa 5 (*nouveau*) de l'article 19.

Il convient dès lors d'adapter également en conséquence le dernier alinéa de l'article 19 actuel.

*
* *

Les deux amendements de MM. Detremmerie, Canon, Roose et Vanpoucke et l'article 11, ainsi modifié, sont adoptés à l'unanimité.

Cet article devient l'article 14 du texte adopté par la commission.

Art. 12

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Il devient l'article 15 du texte adopté par la commission.

Art. 13

MM. Detremmerie, Canon, Roose et Vanpoucke présentent un amendement (n° 12 — Doc. n° 557/3).

Votre rapporteur estime qu'il faut limiter le bénéfice de la mesure transitoire prévue par l'article à l'examen dans le temps, de manière à le réserver à ceux qui se soumettent à temps à l'application de la loi. Une disposition similaire n'a plus été reprise dans le présent projet, de sorte que les candidats-détectives qui introduiront encore une demande à l'avenir, pourront obtenir une autorisation sans satisfaire à la condition de formation.

Cet amendement a donc pour objet d'éviter les abus.

*
* *

scherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

— de verbodsbepaling in artikel 14 van de wet verbiedt de privé-detective zich te mengen in een openbaar ambt (artikel 227 van het Strafwetboek). Merkwaardig genoeg is de in de privé-detectivewet voorziene straf voor deze inbreuk veel lichter dan de straf voorzien in het Strafwetboek. Dit euvel kan hier worden rechtgezet.

De heer Vanpoucke voegt hier nog aan toe dat, hoewel strafmaatregelen soms onontbeerlijk zijn, liefst in eerste instantie andere — burgerlijke — sanctiemogelijkheden (bijvoorbeeld de intrekking van de vergunning) worden toegepast.

Om legistische redenen lijkt het *de commissie* wenselijk de strafbepalingen met betrekking tot de overtredingen van artikel 14 van de wet op te nemen in een nieuw vijfde lid van artikel 19.

Het laatste lid van het huidige artikel 19 dient hieraan eveneens te worden aangepast.

*
* *

De beide amendementen van de heren Detremmerie, Canon, Roose en Vanpoucke en het aldus gewijzigde artikel 11 worden eenparig aangenomen.

Het wordt artikel 14 van de door de Commissie aangenomen tekst.

Art. 12

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen en wordt eenparig aangenomen.

Het wordt artikel 15 van de door de Commissie aangenomen tekst.

Art. 13

Op dit artikel werd door de heren Detremmerie, Canon, Roose en Vanpoucke het amendement n° 12 (Stuk n° 557/2) ingediend.

Volgens *uw rapporteur* is het noodzakelijk de in dit artikel voorziene overgangsmaatregel in de tijd te beperken zodat hij gereserveerd blijft voor hen die zich tijdig aan de toepassing van de wet onderwerpen. In het huidig ontwerp is een gelijkaardige aanhef niet langer opgenomen, waardoor de kandidaat-detectives die ook in de toekomst nog een aanvraag indienen, hun vergunning kunnen bekomen zonder aan de opleidingsvereiste te voldoen.

Dit amendement is dus van aard mogelijke misbruiken te vermijden.

*
* *

L'amendement n° 12 de MM. Detremmerie, Canon, Roose et Vanpoucke et l'article 13, ainsi modifié, sont adoptés à l'unanimité.

Ce dernier devient l'article 16 du texte adopté par la commission.

Art. 14

Cet article ne fait l'objet d'aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Il devient l'article 17 du texte adopté par la commission.

*
* *

L'ensemble du projet de loi, tel qu'il a été modifié (voir Doc. n° 557/5), est également adopté à l'unanimité.

Le rapporteur,

D. VANPOUCKE

Le président,

Ch. JANSSENS

Amendement n° 12 van de heren Detremmerie, Canon, Roose en Vanpoucke en het aldus gewijzigde artikel 13 worden eenparig aangenomen.

Het wordt artikel 16 van de door de Commissie aangenomen tekst.

Art. 14

Dit artikel vergt geen nadere bespreking en wordt eenparig aangenomen.

Het wordt artikel 17 van de door de Commissie aangenomen tekst.

*
* *

Het gehele wetsontwerp, zoals het werd gewijzigd (zie Stuk n° 557/5), wordt eveneens eenparig aangenomen.

De rapporteur,

D. VANPOUCKE

De voorzitter,

Ch. JANSSENS